

Union européenne : deux contre, un pour

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1995)**

Heft 81

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-847918>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Union européenne

DEUX CONTRE, UN POUR



Un an après leur adhésion à l'Union européenne, la Suède, la Finlande et l'Autriche font le point. C'est le désenchantement qui domine chez les Suédois et les Autrichiens, alors que les Finlandais seraient prêts à redire oui.

Le 1er janvier 1995, la Suède, la Finlande et l'Autriche entraient dans l'Union européenne (UE). Les Douze devenaient ainsi les Quinze, et, pour ces trois pays, c'était le saut dans l'inconnu. Même si les citoyens avaient été consultés par référendum, ils n'avaient qu'une vague idée de ce qui les attendait. Surtout, les peuples consultés avaient eu à choisir entre deux scénari pareillement irréalistes : les partisans de l'adhésion à l'UE promettaient un monde merveilleux, tandis que leurs adversaires prévoyaient l'Apocalypse.

Aujourd'hui, Suédois et Autrichiens sont amers. Si leur vie a changé, c'est plutôt en mal, et les belles promesses des partisans du oui tardent à se réaliser. Seuls les Finlandais se félicitent de leur choix. Des situations différentes qui tiennent à la fois à l'état initial des pays, et à la nature des campagnes menées avant les référendums d'adhésion.

L'Autriche s'apprête à renouveler son parlement, le 17 décembre, et le débat sur l'adhésion à l'UE figure en bonne place dans la campagne électorale. Jörg Heider, leader populiste - son parti est la troisième force politique du pays - ne se prive pas de vilipender la propagande gouvernementale qui a conduit au oui, en juin 1994. Force est de constater que, sur ce point, il n'a pas tort. Tout avait été orchestré à l'époque pour convaincre de la nécessité de l'adhésion. Seules des informations exagérément positives avaient été publiées. On avait par exemple annoncé une baisse générale des prix, et promis à tous les ménages autrichiens une économie de 1000 shillings par mois (environ 500 francs français).

La lenteur et le coût de l'intégration à l'UE font qu'aujourd'hui, la réalité est tout autre. L'adaptation du pays aux réglementations européennes a fait grimper les déficits publics, et conduit à l'éclatement de la coal-

tion socialo-conservatrice, incapable de s'entendre sur le budget 1996. Les produits importés du reste de l'UE coûtent moins cher qu'avant, mais on reste loin des économies faramineuses promises au printemps 1994.

Au nord du continent européen, deux pays voisins, la Suède et la Finlande, vivent leur nouveau statut de membre de l'UE de façon très différente.

En Suède, le sentiment est à peu près le même qu'en Autriche. S'ils devaient se prononcer à nouveau sur l'adhésion, les Suédois ne seraient plus que 26% à voter oui. Là encore, les espoirs suscités par la campagne précédant le référendum ont été déçus. Les coûts de l'intégration s'accumulent, alors que les contreparties se font attendre. Les consommateurs n'ont pas encore vu le prix des denrées alimentaires baisser. En effet, la TVA de 25% ne sera ajustée que l'année prochaine au niveau européen. Les agriculteurs attendent les subventions, alors qu'ils sont déjà confrontés à la concurrence des autres pays de l'UE. Le mécontentement est général, ou presque. Les industriels se frottent les mains, satisfaits de pouvoir exporter à des prix concurrentiels en Europe, avec en plus l'avantage d'une devise faible.

La morosité des Suédois n'est pas partagée par leurs voisins Finlandais. L'entrée dans l'UE a coïncidé avec une amélioration de la conjoncture économique du pays. Durement éprouvée par la crise, la Finlande enregistre encore un taux de chômage de 16%. Mais les choses ont commencé à changer cette année, et la production industrielle a augmenté de plus de 11%, un record sur les quinze dernières années. Longtemps dominé par la Suède, puis dépendant de l'Union soviétique, le pays a retrouvé une certaine confiance en lui-même en adhérant à l'UE.

*D'après le Journal de Genève
du 13 novembre 1995.*